

Pour le retrait du plan de PSA, pour empêcher tout licenciement et tout « accord de compétitivité »

Grève totale à PSA, grève générale de toute l'industrie automobile !

LE PROFIT CONTRE LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

En conséquence de la crise mondiale du capitalisme, les groupes de l'automobile ferment des sites de production, licencient, augmentent les cadences et diminuent les salaires de ceux qui restent exploités. Aux Etats-Unis, les salaires des nouveaux ouvriers recrutés ont baissé de moitié depuis 2007 et les salaires sont gelés depuis 2005. En Allemagne, Opel menace de fermeture son usine de Bochum. Fin 2011, Fiat a supprimé toutes les conventions collectives. En juillet, Sevelnord (filiale de PSA) a imposé l'allongement de la durée du travail et la baisse des salaires (avec la caution de FO, de la CGC et du SIA). En juin 2012, PSA a dévoilé son plan de 3 400 suppressions d'emplois directs et 10 000 en comptant les sous-traitants, dans le cadre d'une « restructuration » prévoyant la suppression de 8 200 emplois en France (3 000 postes avec la fermeture de l'usine d'Aulnay en Seine Saint Denis, suppression de 1 400 postes à l'usine de Rennes-La Janais en Ile et Vilaine...). Sous-traitant de PSA pour les sièges de voitures, 250 salariés sur 400 de Lear, à Saint Ouen, ont fait 6 jours de grève pour refuser un plan social. Récemment, les travailleurs de Goodyear d'Amiens ont eu confirmation du projet de fermeture de leur usine (1173 postes). Le 7 mars au matin, les CRS les ont matraqués lorsqu'ils se sont présentés au Conseil d'entreprise qui confirmait la fermeture.

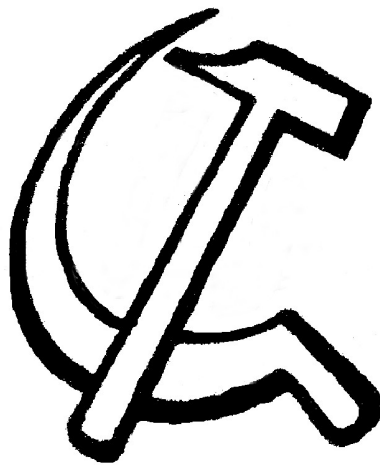
Si la concurrence la plus féroce a toujours régné entre les grands groupes au-

tomobiles, en temps de crise, elle implique dans tous les pays une course effrénée à la réduction des coûts, à l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire en clair à produire plus de voitures avec moins de travailleurs, pour tenter de maintenir leur taux de profit.

LE GOUVERNEMENT SOUTIEN LE PLAN DE LICENCIEMENTS À PSA ET L'ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ SIGNÉ CHEZ RENAULT

Pour rivaliser avec ses concurrents comme PSA, les patrons de Renault ont fini de négocier avec les directions syndicales un « accord de compétitivité » pour leurs usines et leurs entreprises sous-traitantes en France. Grâce à cette concertation autour des exigences patronales et à la signature de FO et de la CGC-CFE (soit plus de 30% des voix aux élections professionnelles), les dirigeants de Renault ont obtenu un accord gelant les salaires en 2013, augmentant pour tous le temps de travail (de 6,5%), limitant les jours de congés capitalisables et réduisant les effectifs de 7 500 postes d'ici 2016. En échange, les dirigeants de Renault promettent de ne pas fermer d'usine en France mais fermeront une usine en Turquie (Bursa) et la production au Portugal sera réduite. Cette stratégie reçoit les applaudissements de Montebourg : « *C'est le retour de Renault en France* » (*France info*, 7 mars) sur le dos des travailleurs portugais, turcs et français !

Cet accord est l'incarnation de l'accord de flexibilité, négocié par le Medef et toutes les directions des confédérations syndi-



cales puis signé le 11 janvier par la CFDT, la CFTC et la CGC. Le gouvernement Hollande entend en faire une loi qui permettrait aux patrons de prétendre maintenir des emplois contre de nouvelles concessions des travailleurs, dorénavant licenciables s'ils n'acceptent pas les accords entre patrons et dirigeants syndicaux. La mobilité forcée, la baisse des salaires et la flexibilité du temps de travail seront généralisées contre des promesses de maintien des emplois.

Malgré les plans de licenciements répétés, la hausse du chômage, les directions syndicales CGT, FO, Solidaires et FSU ont appelé à une journée d'action dont le but n'était pas le retrait du projet : « *On veut influencer la réflexion des parlementaires. C'est un premier rendez-vous. On ne va pas laisser ce texte en l'état* » (Thibault, AFP, 5 mars). Mais ce gouvernement est totalement au service des capitalistes, comme le démontre la guerre qu'il mène au Mali ou son soutien aux plans de licenciements ou accords compétitivité-emplois à PSA, Renault, Goodyear, ArcelorMittal...

SEULE LA GRÈVE GÉNÉRALE DE TOUT LE GROUPE PSA PEUT INTERDIRE LES LICENCIEMENTS ET LA FERMETURE DE L'USINE D'AULNAY

Depuis le 16 janvier, les responsables syndicaux de l'usine PSA d'Aulnay ont appelé à une « grève reconductible » qui est suivie par une partie des ouvriers. Il s'agit d'une grève sur le seul site menacé de fermeture. Elle est mise en question chaque jour en assemblée générale. Cet isolement des grévistes d'Aulnay a permis aux patrons d'envoyer 300 cadres et vigiles contre la grève et pour interdire l'occupation de l'usine. Avec le soutien du gouvernement qui accompagne toutes les négociations dites « tripartites », les patrons de PSA ont reçu l'aide des CRS qui ont réprimé les manifestations des grévistes. Aujourd'hui, 6 ouvriers grévistes sont menacés de licenciement et 9 sont convoqués par la sûreté ter-

ritoriale car les patrons de Peugeot Citroën ont porté plainte contre eux.

Malgré ces conditions difficiles de lutte et l'isolement, la caisse de grève a reçu de nombreux soutiens et la grève de PSA Aulnay bénéficie d'un grand soutien populaire. Mais cela ne peut renverser seul, depuis Aulnay, un plan social qui concerne plus de 11 000 travailleurs d'un groupe capitaliste qui en compte plus de 200 000 dans le monde dont 100 000 en France.

Depuis le déclenchement de la grève « reconductible », la direction de l'usine a commencé à proposer aux non-grévistes de travailler sur Poissy et en profite pour déplacer les pièces pour la production de voitures dans d'autres usines. Une forme de fermeture à peine déguisée ! Pourtant dans toutes les usines du groupe PSA, les travailleurs devinent et comprennent que seule l'union de tous les salariés peut obtenir le retrait du plan. Chacun, chacune sait que la grève dite « reconductible » dans un seul site n'obtient pas ce que seule la grève générale de tout PSA peut arracher :

Aucun licenciement ! Aucune fermeture de site, ni à Aulnay ni ailleurs ! Levée des menaces de sanctions contre les grévistes d'Aulnay !

Pour les travailleurs de PSA, de Renault, de Ford, des équipementiers, les revendications sont claires :

- **Aucun licenciement ! Aucune fermeture de site !**
- **Aucun chômage partiel ! Diminution du temps de travail sans baisse de salaire !**
- **Ouverture par les travailleurs des livres de comptes de PSA, de Renault, de Ford ! Contrôle ouvrier !**